

Vu l'avis n° 37.815/3 du Conseil d'Etat, donné le 8 décembre 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat modifiées par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'annexe de l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre, partie I. Normes générales applicables à tous les établissements, point III. Normes d'organisation, dans le point 9° *quinquies*, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 2002, la disposition énoncée au *b*), 1., troisième tiret, est remplacée par la disposition suivante :

— 'la personne qui a la direction de la banque de sang hospitalière telle que visée à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 17 février 2005 fixant les normes auxquelles une banque de sang hospitalière doit répondre pour être agréée qui assure le stockage et la délivrance de sang et de dérivés sanguins à l'hôpital;'

Art. 2. Les banques de sang hospitaliers existantes disposent d'une période de neuf mois pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Gelet op het advies nr. 37.815/3 van de Raad van State, gegeven op 8 december 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State gewijzigd door de wet van 2 april 2003;

Op voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de bijlage bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, deel I. Algemene normen die op al de inrichtingen toepasselijk zijn, punt III. Organisatorisch normen, wordt in 9° *quinquies*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 april 2002 de bepaling onder *b*), 1., derde gedachtestreepje, vervangen als volgt :

— 'de persoon die de leiding heeft van de ziekenhuisbloedbank zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 17 februari 2005 houdende vaststelling van de normen waaraan een ziekenhuisbloedbank moet voldoen om te worden erkend, die zorgt voor het opslaan en het ter hand stellen van bloed en bloedderivaten in het ziekenhuis;'

Art. 2. De bestaande ziekenhuisbloedbanken beschikken over een termijn van negen maanden om te voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 536

[C - 2005/27068]

3 FEVRIER 2005. — Décret sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Section 1^{re}. — *Définitions, objet et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « opérateur de formation » : opérateur agréé en application de l'article 5 du présent décret;
- 2° « public cible » : personnes visées par l'article 4 du présent décret.

Art. 3. § 1^{er}. Les opérateurs de formation organisent des modules de formation destinés à sensibiliser et à former le public cible aux technologies de l'information et de la communication.

§ 2. Les modules de formation sont au nombre de trois :

1° le premier module a pour objet de sensibiliser le public cible à l'outil informatique et à la découverte d'Internet. Ce module comprend au moins l'initiation à la manipulation de la souris, à l'usage du clavier, à la navigation de base sur Internet et à l'envoi de courriers électroniques;

2° le deuxième module a pour objet d'initier le public cible au traitement de texte, aux fonctionnalités de base du système d'exploitation (gestionnaire de fichiers) et à l'approfondissement de l'utilisation de l'outil Internet;

3° le troisième module a pour objet la consolidation des compétences du public cible en matière d'édition de textes et l'initiation à l'utilisation d'un tableur.

§ 3. Le Gouvernement détermine le volume d'heures des modules de formation tels que définis au paragraphe 2.

Art. 4. § 1^{er}. Toute personne résidant sur le territoire de la région de langue française et répondant aux conditions suivantes peut suivre la formation dispensée dans le cadre d'un ou de plusieurs modules de formation tels que visés à l'article 3, § 2 :

1° être :

- a. soit inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé;
- b. soit chômeur complet indemnisé;
- c. soit bénéficiaire du revenu d'intégration ou de l'aide sociale;

2° et :

a. soit être titulaire au maximum d'un diplôme de l'enseignement secondaire technique ou professionnel ou de l'enseignement secondaire général inférieur;

b. soit avoir plus de quarante ans, sans aucune condition de diplôme.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les opérateurs de formation peuvent accepter toute autre personne inscrite comme demandeur d'emploi, à concurrence de 20 % maximum du public cible.

Section 2. — *De l'agrément*

Art. 5. § 1^{er}. La formation dispensée dans le cadre des modules de formation tels que visés à l'article 3, § 2, est offerte par les opérateurs de formation agréés par le Gouvernement après avis du comité de suivi.

§ 2. Pour être agréé, l'opérateur de formation doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° avoir au moins un siège (principal) d'activité situé sur le territoire de la région de langue française;
- 2° disposer des moyens pédagogiques et techniques tels que déterminés par le Gouvernement;
- 3° présenter un projet d'organisation de modules de formation en conformité avec le contenu des modules tel que visé à l'article 3, § 2.

§ 3. Sauf s'il y est mis fin avant terme, l'agrément est délivré pour une période de trois ans.

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée au service compétent désigné par le Gouvernement. Elle est introduite au plus tard trois mois avant la date d'expiration de l'agrément précédent.

§ 2. L'agrément est délivré pour une période de trois ans. Le Gouvernement détermine les conditions d'agrément, ainsi que les modalités de renouvellement, de suspension ou de retrait de l'agrément.

Section 3. — *Du comité de suivi*

Art. 7. Le Gouvernement institue un comité de suivi chargé de :

- 1° rendre un avis sur la demande d'agrément des candidats opérateurs de formation sur la base de l'avis technique de l'administration et de l'avis pédagogique d'un expert désigné par le Gouvernement;
- 2° superviser le bon fonctionnement des actions entreprises par les opérateurs de formation;
- 3° évaluer annuellement l'impact des modules de formation, sur la base d'un rapport d'activités établi annuellement, et au plus tard le 1^{er} novembre, par chaque opérateur agréé;
- 4° proposer des aménagements et remettre des avis sur l'exécution du présent décret;
- 5° assurer annuellement une répartition des heures de formation entre les opérateurs;
- 6° proposer au Gouvernement le retrait de l'agrément si les conditions fixées par l'article 5, § 2, du présent décret ne sont plus rencontrées.

Art. 8. Le Gouvernement arrête la composition et les modalités de fonctionnement du comité de suivi.

Section 4. — *Des subventions*

Art. 9. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret, allouer une subvention aux opérateurs de formation agréés destinée à couvrir les frais de formation du public cible.

Art. 10. § 1^{er}. Chaque opérateur de formation agréé peut bénéficier d'une subvention par heure de formation et par personne relevant du public cible, dont le montant est fixé par le Gouvernement.

§ 2. Des subventions spécifiques sont octroyées aux opérateurs mobiles et aux actions de sensibilisation et de promotion.

§ 3. Le Gouvernement détermine annuellement le nombre d'heures maximales que peut prester un opérateur de formation.

§ 4. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention.

Section 5. — *Du contrôle*

Art. 11. § 1^{er}. Chaque opérateur agréé est tenu de remettre au comité de suivi visé à l'article 7, au plus tard pour le 1^{er} novembre de chaque année, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un rapport comportant :

- 1° un bilan des activités;
- 2° la définition du public bénéficiaire des activités.

§ 2. L'article 2 du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels, est complété comme suit :

« 15° le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication. »

Section 6. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 12. Les opérateurs qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient de subventions pour l'organisation de modules de formations similaires à ceux visés à l'article 3, § 2, du présent décret conservent le bénéfice de celles-ci et de la convention qui les lie au Gouvernement wallon jusqu'à leur agrément. Leur demande d'agrément doit toutefois être introduite au plus tard dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret. A défaut, ils perdent le bénéfice de la subvention qui leur était allouée.

Art. 13. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 février 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil 75 (2004-2005) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} février 2005. — Discussion.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 février 2005. — Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 536

[C — 2005/27068]

**3 FEBRUARI 2005. — Decreet betreffende het sensibiliseringsplan
inzake de informatie- en communicatietechnologieën (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Afdeling 1. — Begripsomschrijving, doel en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet sommige aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « vormingsoperator » : de operator erkend overeenkomstig artikel 5 van dit decreet;

2° « doelpubliek » : de personen bedoeld in artikel 4 van dit decreet.

Art. 3. § 1. De vormingsoperatoren organiseren vormingsmodules om het doelpubliek te sensibiliseren voor en op te leiden tot de informatie- en communicatietechnologieën.

§ 2. Er bestaan drie vormingsmodules :

1° de eerste module beoogt de sensibilisering van het doelpubliek voor informatica en de ontdekking van het Internet. Deze module maakt vertrouwd met de bediening van de muis, het gebruik van het toetsenbord, de basisprincipes voor het surfen op Internet en de elektronische post;

2° de tweede module maakt het doelpubliek vertrouwd met de tekstverwerking, de basisfunctionaliteiten van het exploitatiesysteem (bestandenbeheerder) en beoogt het gevorderde gebruik van het Internet;

3° de derde module beoogt de verankering van de vaardigheden van het doelpubliek inzake de opmaak van teksten en de initiatie tot het gebruik van een electronic worksheet.

§ 3. De Regering bepaalt het aantal uren van de vormingsmodules bedoeld in paragraaf 2.

Art. 4. § 1. Elke persoon die op het grondgebied van het Franse taalgebied verblijft en die aan onderstaande voorwaarden voldoet, mag de opleiding volgen die gegeven wordt in het raam van één of verschillende vormingsmodules zoals bedoeld in artikel 3, § 2 :

1° in één van de volgende toestanden verkeren :

- a. hetzij ingeschreven zijn als niet-werkende werkzoekende;
- b. hetzij uitkeringsgerechtigde volledig werkloze zijn;
- c. hetzij in aanmerking komen voor het leefloon of maatschappelijke hulp;

2° en

- a. hetzij hoogstens houder zijn van een diploma van het secundair technisch of beroepsonderwijs of van het lager algemeen secundair onderwijs;
- b. hetzij ouder zijn dan veertig jaar, zonder diplomaverreichte.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen de vormingsoperatoren tot maximum 20 % van het doelpubliek elke andere persoon aannemen die als werkzoekende ingeschreven staat.

Afdeling 2. — *Erkenning*

Art. 5. § 1. De opleiding die gegeven wordt in het raam van de vormingsmodules zoals bedoeld in artikel 3, § 2, wordt aangeboden door de vormingsoperatoren die de Regering erkent na advies van het opvolgingscomité.

§ 2. Om erkend te worden, moet de vormingsoperator de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° minstens één activiteitenzetel (de hoofdzetel) is gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied;
- 2° hij beschikt over de technische en pedagogische middelen die de Regering bepaalt;
- 3° hij legt een project tot organisatie van vormingsmodules voor in overeenstemming met de inhoud van de modules bedoeld in artikel 3, § 2.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor een periode van drie jaar, behalve als ze vóór de verstrijksdatum ingetrokken wordt.

Art. 6. § 1. De erkenningsaanvraag wordt gericht aan de bevoegde dienst die de Regering aanwijst. Ze wordt uiterlijk drie maanden vóór de verstrijksdatum van de vorige erkenning ingediend.

§ 2. De erkenning wordt verleend voor een periode van drie jaar. De Regering bepaalt de erkenningsvoorwaarden, alsook de hernieuwings-, opschortings- of intrekingsmodaliteiten ervan.

Afdeling 3. — *Opvolgingscomité*

Art. 7. De Regering richt een opvolgingscomité op dat belast wordt met de volgende opdrachten :

- 1° advies uitbrengen over de aanvraag om erkenning van de kandidaten-vormingsoperatoren op basis van het technisch advies van de administratie en van het pedagogisch advies van een door de Regering aangewezen deskundige;
- 2° de door de vormingsoperatoren ondernomen acties superviseren;
- 3° de weerslag van de vormingsmodules jaarlijks evalueren op grond van een activiteitenrapport dat jaarlijks uiterlijk 1 november door elke erkende operator opgesteld wordt;
- 4° aanpassingen voorstellen en advies geven over de uitvoering van dit decreet;
- 5° jaarlijks zorgen voor de verdeling van de opleidingsuren onder de operatoren;
- 6° de Regering voorstellen de erkenning in te trekken als de bij artikel 5, § 2, van dit decreet bepaalde voorwaarden niet meer vervuld zijn.

Art. 8. De Regering bepaalt de samenstelling van het opvolgingscomité en de werkingsmodaliteiten ervan.

Afdeling 4. — *Subsidies*

Art. 9. De Regering kan de erkende vormingsoperatoren onder de voorwaarden van dit decreet een subsidie verlenen ter dekking van de kosten voor de opleiding van het doelpubliek.

Art. 10. § 1. Elke erkende vormingsoperator kan per opleidingsuur en per onder het doelpubliek ressorterende persoon in aanmerking komen voor een subsidie waarvan het bedrag door de Regering bepaald wordt.

§ 2. Er worden specifieke subsidies toegekend aan de mobiele operatoren en voor sensibiliserings- en promotieacties.

§ 3. De Regering bepaalt jaarlijks het maximumaantal uren dat door een vormingsoperator gepresteerd mag worden.

§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning en de betaling van de subsidie.

Afdeling 5. — *Controle*

Art. 11. § 1. Elke erkende operator bezorgt het in artikel 7 bedoelde opvolgingscomité jaarlijks uiterlijk 1 november volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een rapport bevattende :

- 1° een activiteitenoverzicht;
- 2° de omschrijving van het publiek dat in aanmerking komt voor de activiteiten.

§ 2. Artikel 2 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing wordt aangevuld als volgt :

« 15° het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatie-technologieën. »

Afdeling 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. De operatoren die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet subsidies genieten voor de organisatie van dezelfde vormingsmodules als die bedoeld in artikel 3, § 2, van dit decreet behouden het voordeel van die subsidies en van de overeenkomst die ze in afwachting van hun erkenning aan de Waalse Regering bindt. Hun erkenningsaanvraag moet evenwel uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet ingediend worden. Bij gebreke daarvan verliezen ze het voordeel van de subsidie die hen toegekend was.

Art. 13. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad 75 (2004-2005) Nrs. 1 tot 8

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 februari 2005. — Bespreking

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 februari 2005. — Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 537 (2005 — 338) [S - C - 2005/31055]

16 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU. — Erratum

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 8, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel du SIAMU, modifié par les arrêtés du 16 septembre 2002 et du 11 avril 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique, donné le 29 octobre 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 octobre 2004;

Vu le protocole 2004112 du Secteur XV du 5 mai 2004;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 537 (2005 — 338) [S - C - 2005/31055]

16 DECEMBER 2004. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH. — Erratum

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 8, lid 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH, gewijzigd door de besluiten van 16 september 2002 en 11 april 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Openbaar Ambt, gegeven op 29 oktober 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 oktober 2004;

Gelet op het protocol 2004112 van Sector XV van 5 mei 2004;